

## LES (NOUVEAUX ?) ENJEUX DE LA FORMATION

2/3 La coopération au développement, le développement durable et la transmission des savoirs et des compétences : trois grands piliers de l'Éducation Permanente

Par Raymond Weber, ancien directeur de l'enseignement, de la culture et du sport au Conseil de l'Europe (Strasbourg), Président du Conseil d'Administration de l'Association Marcel Hicter.

NOVEMBRE 2011

# LES (NOUVEAUX ?) ENJEUX

## DE LA FORMATION

2/3 La coopération au développement, le développement durable et la transmission des savoirs et des compétences :  
trois grands piliers de l'Education Permanente

Par Raymond Weber, ancien directeur de l'enseignement, de la culture et du sport au Conseil de l'Europe (Strasbourg), Président du Conseil d'Administration de l'Association Marcel Hicter.

### A. LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET LES NOUVELLES INTERACTIONS ENTRE CULTURE ET DÉVELOPPEMENT.

Des structures telles que l'Agence luxembourgeoise du Développement « Lux-Development » ou l'Association « Culture et Développement » (qui, fondée par Stéphane Hessel il y a presque 50 ans, travaille dans le secteur de l'étude et de l'expertise, ainsi que dans le secteur de la formation, sans oublier l'accompagnement de la coopération décentralisée française dans différents projets en Afrique) mettent en évidence le rôle essentiel que joue la formation dans les programmes de développement.

Le *capacity building* (tout comme la notion d'empowerment) d'une part, l'appropriation par les « bénéficiaires » du programme décidé en commun entre les deux gouvernements et la participation active des gens concernés, et notamment des femmes, sont devenus, ces dernières années, les mots-clefs des politiques de développement, grâce, notamment, aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (2000) des Nations-Unies et grâce à la Déclaration de Paris (2005) sur l'efficacité de l'aide, ainsi qu'à l'Agenda d'Action d'Accra (2008) qui lui fait suite.

Après avoir beaucoup insisté sur l'alphabétisation et sur le développement de l'enseignement primaire, la communauté internationale a redécouvert aujourd'hui l'importance de la formation professionnelle et le rôle que peut jouer l'Université dans la dynamisation du système éducatif dans son ensemble.

L'indicateur du développement humain<sup>1</sup>, développé par le PNUD depuis 1990 et constamment enrichi depuis, permet de mesurer les facteurs objectifs qui rendent possible l'accroissement des possibilités de choix et de liberté individuels, notamment dans leurs dimensions économique, éducative et de santé. Aujourd'hui, on y intègre aussi des aspects comme les différences de genre, l'accès à la démocratie et le partage du savoir.

Dans ce contexte, il est intéressant de réfléchir à des notions qui semblent concerner non seulement le développement, mais aussi la formation. Il s'agit des concepts de « *capabilities* » et de « justice » développés par Amartya Sen<sup>2</sup>.

L'argument principal présenté par Amartya Sen est que l'évaluation du statut des individus au sein de la société doit nécessairement dépasser l'utilité, le revenu, les droits et les autres ressources, qu'il considère comme inadéquats, pour s'orienter vers les libertés et les opportunités d'être et de faire ce que les individus « ont raison de valoriser », en d'autres termes la qualité de leur vie (*quality of life*). Sen cherche à

justifier théoriquement l'espace d'évaluation permettant de porter un jugement sur la qualité de vie d'un individu, de mener des comparaisons interpersonnelles de bien-être ou d'évaluer les politiques économiques et sociales, qui ne repose ni sur l'utilité, ni sur les biens premiers ou les ressources en général. Il propose de s'orienter vers une évaluation qui tienne compte non seulement de l'hétérogénéité des individus composant la société, mais également du pluralisme des conceptions de la « vie bonne ».

Cette approche propose de juger la qualité de la vie à partir de ce que les individus sont en mesure de réaliser vraiment, ce que Sen appelle les états (*beings*) et actions (*doings*) et qui constituent l'ensemble des fonctionnements (*functionings*). Les fonctionnements pertinents peuvent aller du plus élémentaire – être en bonne santé, pouvoir manger – aux plus complexes – prendre part à la vie de la communauté, être digne à ses propres yeux. L'ensemble des fonctionnements potentiels que l'individu peut réaliser est appelé capacité (*capability*) et représente la liberté de fonctionner de l'individu. « La capacité est, par conséquent, un ensemble des vecteurs de fonctionnements, qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie ».

Quant à la notion de « **justice** »<sup>3</sup>, il ne suffit pas, selon Amartya Sen, d'afficher la justice sociale pour bien la pratiquer. Dès l'école, plus tard dans le travail, dès que sont affirmées des réponses déshumanisées, peu attentive à la vie réelle des gens, il faut corriger le tir et insister sur une égalité concrète<sup>4</sup>. Pour Sen, la «pauvreté» doit être comprise de manière «multidirectionnelle», n'étant plus seulement absence de ressources mais impossibilité plus ou moins grande de vivre selon ce qui paraît bon à chacun de faire ou d'être. Le concept de justice est dès lors opératoire à plusieurs niveaux, tant celui des différences entre sociétés que des différences entre avantages individuels. Selon Amartya Sen, l'analyse de la justice, au lieu de se concentrer sur la nature des institutions, doit prêter attention à la vie que les personnes sont effectivement en mesure de mener. «L'avantage d'une personne, en termes de possibilités, est jugé inférieur à celui d'une autre si elle a moins de capacité - moins de possibilités réelles - de réaliser ce à quoi elle a des raisons d'attribuer de la valeur», et moins de liberté à utiliser ses biens pour choisir en toute indépendance son propre mode de vie.

Concernant les relations entre **culture et développement**, leur interaction semble être reconnue aujourd'hui non seulement dans les milieux culturels et éducatifs, mais aussi par les économistes et par les hommes et femmes politiques. Deux exemples : le Rapport Mondial sur le Développement Humain du PNUD 2004, consacré à « la liberté culturelle dans un monde diversifié » et l'adoption, par l'Assemblée Générale de l'ONU, le 20 décembre dernier, d'une résolution à ce sujet.

Que veut dire cette interaction entre culture et développement ?

- que la culture – et donc aussi l'éducation – sont une **condition du développement**, au même titre au moins que les paramètres économiques, écologiques, sociaux ou politiques. La culture permet, notamment, d'instaurer un dialogue avec l'autre, de désamorcer les conflits interethniques ou religieux, d'aider les individus à découvrir et à développer leurs talents, à prendre confiance en eux, à se responsabiliser, pour pouvoir mieux s'engager au service du développement de la communauté ;

- que la culture est aujourd'hui une **ressource économique** importante. Dans les pays en développement, les industries culturelles et créatives, le patrimoine naturel et culturel, l'artisanat et le tourisme peuvent devenir des gisements de développement économique et de création d'emplois ;

- que la culture exerce une **fonction sociale** centrale, comme créatrice de nouvelles solidarités et comme élément dynamique de la démocratie. La culture permet, en effet l'élargir l'horizon, de donner sens, de contribuer à nourrir la mémoire, de symboliser des notions et des émotions complexes, d'ancrer l'identité, tout en l'ouvrant aux autres, de lier les gens à leur communauté, d'aider à la promotion des cultures, des savoirs et des compétences, mais aussi de susciter la réflexion critique, d'aider à la prise de conscience et de mettre l'individu et la communauté en mesure d'affronter l'avenir.

Une société créative, qui encourage la création artistique et l'innovation culturelle et qui permet aux artistes et acteurs culturels d'interpeller ses institutions et de mettre en question ses propres normes, est aussi une société démocratique. En stimulant non seulement la critique, mais aussi l'imaginaire individuel et collectif, en jetant les ponts entre les communautés par la mise en valeur du patrimoine et d'une création libre et plurielle, l'art et la culture peuvent apporter à la démocratie une contribution déterminante ;

- enfin, la diversité culturelle, la revalorisation des pratiques artistiques et culturelles, la création et l'innovation culturelles, toutes les richesses immatérielles qu'on peut considérer comme essentielles à la construction de l'humain – en tant qu'outils de connaissance et de relation – sont au cœur du **développement durable**<sup>5</sup> (la culture comme 4e pilier du développement durable, à côté de l'environnement, du social et de l'économie ?). C'est la culture et le capital social qui permettent de promouvoir le dévelop-

pement des capacités des individus et des groupes et leur participation active à la vie de la société. C'est la culture, en enrichissant le capital social, qui permet de vraiment valoriser les autres ressources pour le développement.

## B. LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce troisième pilier permet de réinterroger les conceptions de formation et d'éducation permanente et de les recontextualiser par rapport aux défis de notre monde d'aujourd'hui.

Selon la désormais célèbre définition donnée par le Rapport Brundtland (1987), le développement durable est « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Et le Rapport ajoute que « deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des « limitations » que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir ». Cette définition montre que le développement durable est aujourd'hui :

- un cadre conceptuel : un outil pour changer la vision prédominante, trop marquée par une soi-disant « rationalité économique »<sup>6</sup>, et pour adopter une vision plus holistique et plus équilibrée ;
- un processus : une façon de mettre en pratique les principes de l'intégration – à travers l'espace et le temps – dans toutes les décisions ;
- une finalité : déterminer les problèmes spécifiques d'épuisement des ressources, de changement climatique, de soins de santé, de partage inégal des revenus et d'exclusion sociale, de pauvreté, de chômage, et essayer de les résoudre.

C'est donc en partant d'une réflexion philosophique et juridique sur les conditions sociales de la transition vers un nouveau modèle de développement, et non de raisonnements économiques, que l'on pourra créer un cadre de rationalité collective qui contienne le devoir moral de laisser un monde vivable à nos enfants.

Comme le dit la formule désormais célèbre : penser global et agir local. Il convient d'avoir une approche-système articulant des logiques contradictoires, des temporalités différentes, des espaces multiples, pour réussir une « écocitoyenneté ».

Cela montre aussi le défi qui se pose pour la recherche et pour la formation. Penser les conditions d'un développement durable exige d'intégrer les questions économiques, écologiques et sociales dans une problématique d'ensemble. Intégrer ne veut pas dire empiler ou additionner, ni construire une « métaconnaissance » qui engloberait différentes disciplines, mais d'abord d'ouvrir ces disciplines à des questionnements et concepts fédérateurs. Or, la plupart du temps, la formation scientifique de base développe davantage les capacités à raisonner et à calculer dans un cadre déterminé que l'aptitude à mettre en question et à élargir ce cadre. Apprendre à raisonner ne suffit plus, il faut développer aujourd'hui une « culture de la complexité »<sup>7</sup>, pour affronter des défis qui sont de nature systémique, comportant une pluralité de logiques hétérogènes enchevêtrées.

Il y aurait à dire beaucoup de choses sur l'impact que peut avoir cette nouvelle manière de penser et d'agir que constitue le développement durable, sur la formation et l'éducation permanentes.

Deux aspects qui semblent particulièrement importants, à savoir d'une part les théories autour de la **mutation du travail**, d'autre part la réflexion actuelle, dans nombre de nos pays, sur de **nouveaux indicateurs de la richesse ou du bien-être**.

L'activité de travail s'est beaucoup dégradée ces dernières décennies, à cause surtout de sa subordination à de multiples objectifs extérieurs : augmentation des exigences de rentabilité, accroissement des rythmes et des charges, fixation d'objectifs de plus en plus difficiles à atteindre, qui se sont accompagnés d'une dissolution des collectifs et des identités de métier et d'une montée des évaluations, incitations et rémunérations de plus en plus individualisées, ainsi que de processus de « bureaucratisation » de l'activité qui contribuent à rendre celle-ci « étrangère » aux acteurs<sup>8</sup>. La crise écologique et la préoccupation d'un développement durable vont sans doute constituer une occasion unique de changer radicalement notre rapport au travail, de donner au travail cette place que nous souhaitons qu'il puisse désormais occuper.

A ce sujet, Tim Jackson émet une réflexion particulièrement intéressante dans le Rapport qu'il a fait pour la Commission britannique du développement durable : *Prosperity without Growth*<sup>9</sup>. Le remède proposé par Jackson est radical : il faut abandonner la croissance infinie et viser une économie « stationnaire ». Non seulement un tel choc exige que des mesures volontaristes soient développées pour en amorcer les conséquences sur l'emploi, mais, d'une manière générale, il importe de déplacer la production vers des secteurs et des activités moins générateurs de destruction de capital naturel et d'émission de GES, moins générateurs aussi de gains de productivité<sup>10</sup>.

Il s'agit donc ici d'une nouvelle perspective : remise en cause du bien-fondé du processus de « destruction créatrice » (Joseph Schumpeter), concernant les emplois, abandon de la poursuite frénétique de gains de productivité considérés comme gage de progrès et de performance des économies, nécessité de trouver des moyens radicalement nouveaux d'investir et de produire, urgence d'un nouveau modèle macroéconomique intégrant le flux de matières... Saisir la chance de piloter raisonnablement ce processus, c'est se donner la possibilité de pouvoir de nouveau organiser l'accès de tous à l'emploi, mais aussi l'accès à un emploi de qualité, en changeant radicalement le travail et en reconstituant les formations.

Les travaux de la Commission Joseph Stiglitz/Amartya Sen/Jean-Paul Fitoussi en France<sup>11</sup>, tout comme les travaux actuellement entrepris dans nombre de pays et d'institutions internationales, montrent que le PIB n'est plus un indicateur pertinent de la santé et du progrès de nos sociétés. Le PIB, qui prend en compte l'ensemble des biens et des services produits par les entreprises et les administrations, est indifférent à la nature de l'activité génératrice de revenus, tout comme il l'est au fait que l'on puise dans les stocks pour continuer à croître. Ne sont pas comptés dans le PIB ni le bénévolat ni le travail domestique. Enfin, le PIB est indifférent à la répartition des richesses comptabilisées, aux inégalités, à la pauvreté, à la sécurité économique.

Aujourd'hui, il s'agit d'aller « au-delà du PIB »<sup>12</sup>, en mettant en perspective et en devenir, et en transformant de la connaissance en indicateurs. Mais, remettre en cause les indicateurs traditionnels, ce n'est pas seulement contester les priorités qu'ils définissent, c'est aussi repenser les procédures qui permettent de les déterminer, c'est aussi inventer une autre « gouvernance », en privilégiant une participation active des citoyens, dans un exercice renouvelé de la démocratie.

Dans ce processus en devenir continu concernant la définition du bien-être et d'indicateurs afférents, il ne s'agit pas de s'en remettre uniquement à des experts, mais bien de s'approprier une démarche, de la faire sienne et d'en être porteur et interprète, dans un processus de « coresponsabilisation » (Conseil de l'Europe). Un tel processus devrait aussi permettre de mettre en valeur les savoirs citoyens, en inversant la démarche : au lieu de partir de constats établis sur la base de données existantes – qui limitent la vision des choses – il s'agit de partir d'une démarche de définition et de qualification de situation pour élaborer ensemble des données envisagées comme des outils au service d'un projet commun.

La question, dès lors, n'est plus « croissance » ou « décroissance », mais démarchandisation du bien-être et passage à une « évolution consciente »<sup>13</sup> qui permettrait de faire de

nos vies, grâce aussi à une éducation permanente, un terrain permanent d'expérimentation sociale et humaine.

Enfin, nous souhaitons partager ici une réflexion sur la transmission, nourrie par une expérience professionnelle personnelle d'enseignant (dans un Lycée au Luxembourg, ensuite comme professeur-associé à l'Université de Paris 8, au Conseil de l'Europe et au Collège d'Europe à Bruges) et d'intervenant régulier dans différentes formations dans le domaine culturel.

## C. LA TRANSMISSION DES SAVOIRS ET DES COMPÉTENCES

La **transmission**, selon Michel Serres<sup>14</sup>, a une double fonction :

- conserver un héritage de valeurs communes qui fondent la société, mais aussi
- émanciper, afin que la société puisse évoluer vers une société d'apprentissage.

Le savoir, aujourd'hui, peut être un savoir partagé, accessible à tous, dans une « économie solidaire de l'information et de la connaissance »<sup>15</sup> (Cécil Guitart). C'est aussi un bien durable, dans le sens que le savoir peut se partager sans se diviser.

N'oublions pas, non plus, que le savoir n'est reconnu que comme ce qui me fait rentrer dans la société des autres, c'est-à-dire reconnu par elle. Par conséquent, ce qui est recherché dans la formation et l'éducation permanente, n'est peut-être pas le savoir, mais la reconnaissance qu'il apporte. C'est cela qui fonde l'idée, préconisée et mise en œuvre notamment par ATD-Quart Monde, que la lutte contre la misère et contre l'exclusion passe par l'acquisition d'un certain savoir, puisque ce savoir permet la reconnaissance des savoirs non-reconnus.

Le même Michel Serres a dit : « les nouvelles technologies nous ont condamnés à devenir intelligents ». Puisque nous avons le savoir et les technologies devant nous, nous sommes « condamnés » à devenir inventifs, intelligents, transparents. Cette nouvelle est catastrophique pour les grognons, mais elle est enthousiasmante pour les nouvelles générations et pour tous ceux qui réfléchissent sur la formation ou qui exercent ce merveilleux métier d'enseignant, de formateur, de passeur de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être.

- 1 Nous devons cet indicateur surtout aux travaux de Mahbub ul Haq (Pakistan) et d'Amartya Sen (Inde)
- 2 cf., notamment, *Commodities and Capabilities*, Oxford 1987
- 3 cf. Amartya Sen, *l'idée de justice*, Flammarion 2010
- 4 cf. aussi le dernier livre de Pierre Rosanvallon, *la société des égaux*, Seuil 2011
- 5 L'UNESCO n'a-t-elle pas proposé de faire de la diversité culturelle le 4e pilier du développement durable, à côté de l'économie, du social et de l'environnement ? (cf. Sommet de Johannesburg, en 2009)
- 6 cf. l'excellent livre de Bernard Perret, *Pour une raison écologique*, Flammarion 2011
- 7 cf., notamment, les travaux d'Edgar Morin à ce sujet
- 8 cf., notamment, Matthew Crawford, *Eloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail*, La Découverte, 2010 et Dominique Méda, *Travail : la révolution nécessaire*, l'Aube 2011
- 9 *Prospérité sans croissance*, De Boeck/Etopia 2010
- 10 voir Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Les Petits Matins 2010
- 11 Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, publié chez Odile Jacob (2009). Voir aussi *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, par Isabelle Cassiers et alii, l'Aube 2011, *Reconsidérer la richesse : rapport final de la mission « nouveaux facteurs de richesse »*, par Patrick Viveret (l'Aube, 2004 et 2010) et *La richesse autrement*, Hors-Série n. 48 de la revue *Alternatives Economiques* (mars 2011)
- 12 l'initiative « au-delà du PIB » de l'UE concerne le développement d'indicateurs aussi précis et utiles que le PIB, mais qui tiennent compte aussi d'autres dimensions du progrès, notamment sur le plan environnemental et social
- 13 cf., notamment, Christian Arnsperger, *Ethique de l'existence post-capitaliste. Pour un militantisme existentiel*, Cerf 2009
- 14 voir, notamment, *L'art des ponts*, 2006
- 15 cfr, notamment, Cécil Guitart, *Tutoyer le savoir. Une économie solidaire de la société de l'information et de la connaissance*, La Pensée sauvage 2007